

EARL Les Combes

17 rue Monplaisir

85390 CHEFFOIS

Tel : 06.24.55.93.93

Pré étude technique et réglementaire PROJET DE RESERVE EN EAU

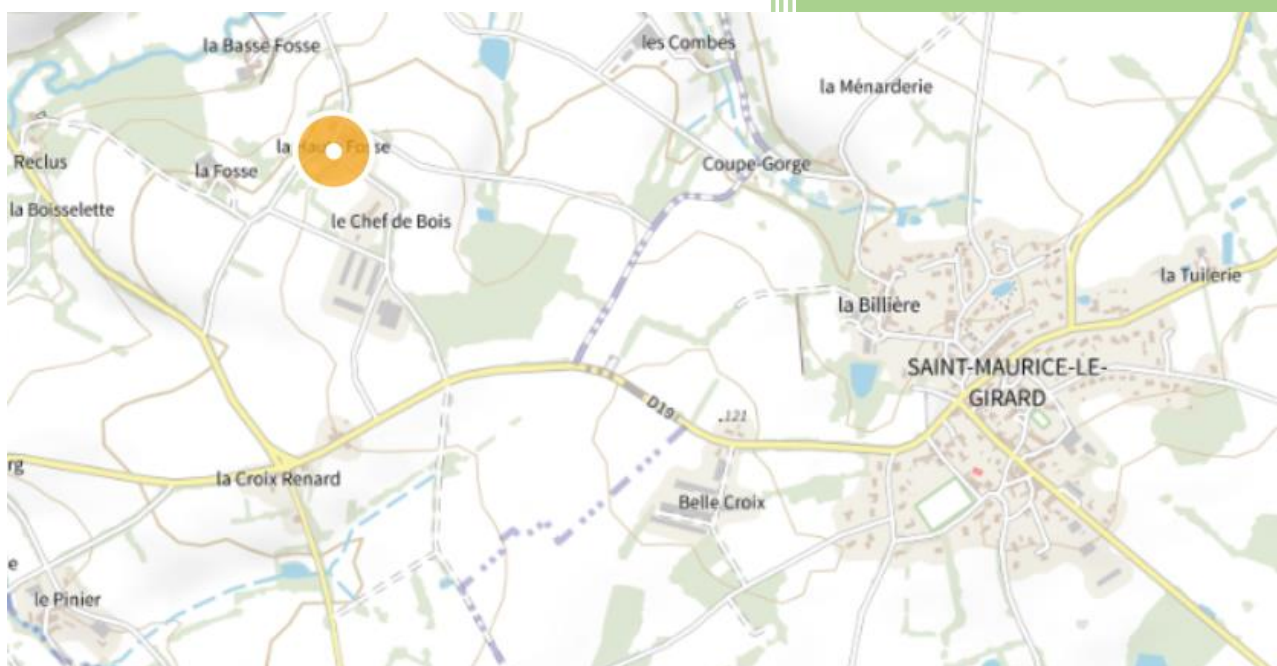


Table des matières

1. Identification de l'exploitation	2
2. Objet du dossier	3
2.1 Projet	3
2.2 Motivation	3
2.3 Situation géographique	4
2.4 Contexte réglementaire	7
2.5 Caractéristiques du site envisagée pour le projet	8
2.6 Approche économique	8
2.7 Urbanisme	8
3. Contexte environnementale	10
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau	10
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation	11
3.2 Situation géologique et morphologique	12
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique	13
3.3.1 Les ZNIEFF	13
3.3.2 Natura 2000	14
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire	15
3.4 Les zones humides	16
3.5 Environnement proche	18
3.5.1 Habitation	18
3.5.2 Périmètre de protection d'eau potable	18
3.6 Servitude	18
3.7 Zone de présomption archéologique	19
4. Le SDAGE et le SAGE	19
4.1 Le SDAGE Loire Bretagne	19
4.2 Le règlement du SAGE du Lay	21
5. Conclusion	21

1. Identification de l'exploitation

EARL Les Combes
17, rue Mon Plaisir
85 390 Cheffois

SAU : 75 ha
UTH : 2+1 salarié

Cultures :

- Maïs
- Blé
- Orge
- Colza
- Tournesol
- Prairie

L'EARL n'est pour l'instant pas irriguant.

2. Objet du dossier

2.1 Projet

L'objet est de créer une réserve permettant le stockage de 50 000 m³.

La retenue créée sera entièrement endiguée. Son remplissage se fera gravitairement et sera complété par un pompage en cours d'eau.

Le site de la création se situe au lieu-dit Les Combes sur la commune de Mouilleron St Germain en Vendée.



2.2 Motivation

Après analyse des besoins, 30 ha seront irrigués annuellement.

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des volumes irrigués dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant les 50 000 m³ (1500m³/ha).

L'apport d'eau aux stades sensibles des cultures permettra d'assurer un rendement satisfaisant en cultures spécialisées.

La concrétisation du projet permettra d'assurer la mise en place de cultures spécialisées. L'exploitation possède aujourd'hui une production céréalière des plus classique. L'accès à l'eau permettra de diversifier ce schéma. L'EARL souhaite se tourner vers des cultures comme la pomme de terre, mogette

ou encore légume et légume sec de pleins champs. L'irrigation assurera une qualité et une quantité pour ces productions. De plus un marché économique locale s'articule autour de ces cultures.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant en partie, pour effectuer un apport en eau durant la période d'été. Un complètement en période de hautes eaux sera fait depuis le cours d'eau situé en aval.

L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage.

2.3 Situation géographique

Mouilleron St Germain est une commune nouvelle française située dans le département de la Vendée en région des Pays de la Loire. Elle résulte de la fusion, au 1^{er} janvier 2016, des communes de Mouilleron en Pareds et St Germain L'Aiguiller.

Administration

Pays

France

Région

Pays de la Loire

Département

Vendée

Arrondissement

Fontenay-le-Comte

Intercommunalité

Communauté de communes du Pays de la Châtaigneraie

Maire

Valentin Josse

Mandat

2020-2026

Code postal

85390

Code commune

85154

Démographie

Gentilé

Mouilleronnais-Germinois

Population municipale

1 825 hab. (2018)

Densité

64 hab./km²

Géographie

Coordonnées

46° 40′ 33″ nord, 0° 50′ 55″ ouest

Altitude

Min. 60 m
Max. 182 m

Superficie

28,66 km²

Type

Commune rurale

Aire d'attraction

Commune hors attraction des villes

Élections

Départementales

Canton de La Châtaigneraie

Législatives

Cinquième circonscription

Localisation

Géolocalisation sur la carte : France



Statut : **Validé**



2.4 Contexte réglementaire

SDAGE Loire Bretagne Sage Bassin du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Lay et le SDAGE Loire Bretagne.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Aucune zone humide ne sera impactée.
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau où Canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :	Un complément sera fait sur cours d'eau
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D). « Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. » « Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique. » ;	Concerné La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Déclaration
3.2.5.0 Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112	L'ouvrage ne sera pas de classe C. Volume hors sol < 50 000m ³
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet fera l'objet d'une demande d'attribution de volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Des volumes sont, à ce jour, disponibles. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume. Non concerné

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement.

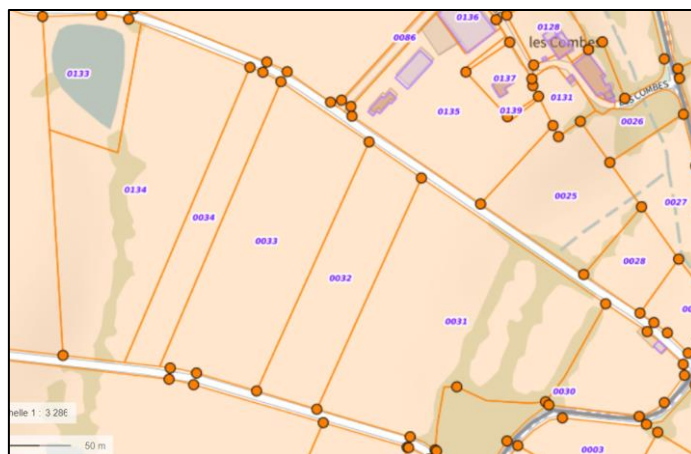
D'après le code de l'urbanisme, une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera déposé :

Emprise totale < 2 ha : Déclaration préalable

Emprise totale > 2 ha : Permis d'aménager

2.5 Caractéristiques du site envisagée pour le projet

La retenue sera positionnée sur la parcelle cadastrée N°0134 / 0034 / 0033 / 0032 / 0031 section ZM de la commune de Mouilleron St Germain.



La totalité de l'emprise du projet est en propriété du pétitionnaire

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de la maîtrise du foncier, des caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux mais aussi de son mode d'alimentation en eau.

Des sondages seront effectués pour vérifier si les matériaux nécessaires à la conception du projet sont en quantité et en qualité suffisante (équilibre déblai/remblai).

La création empiètera sur des terres agricoles, actuellement cultivées par l'EARL Les Combes.

2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Cette étude figurera dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années les plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer le développement de cultures spécialisées et donc une diversification dans l'assolement.

L'optimisation des rendements céréaliers et la mise en place de cultures spécialisés permettront à l'exploitation d'être viable économiquement et d'envisager un meilleur développement.

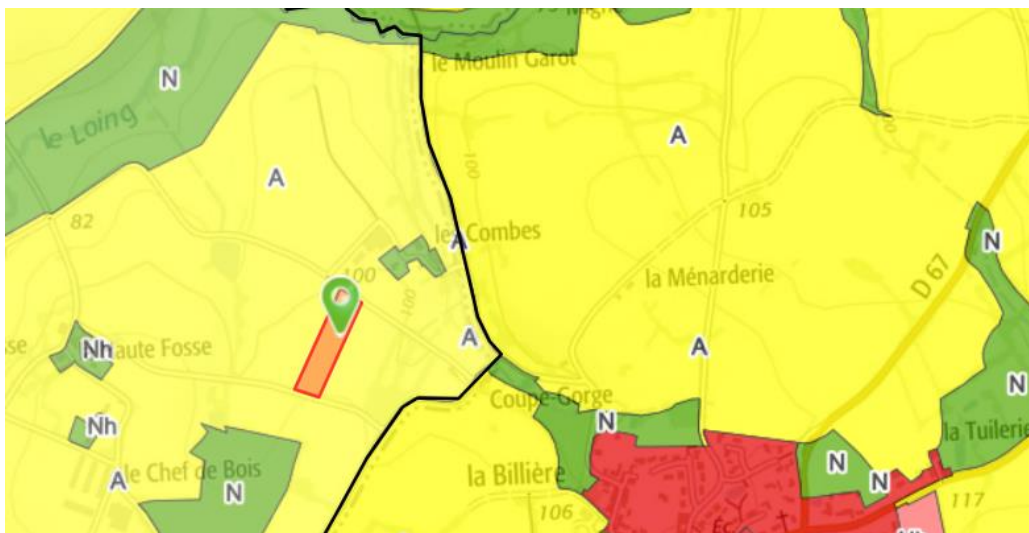
2.7 Urbanisme

En fonction de son emprise totale, le projet sera soumis à déclaration de travaux ou permis d'aménager.

Emprise totale < 2 ha : déclaration préalable

Emprise totale > 2ha : permis d'aménager

La parcelle du projet se situe en zone A, autorisant ce type de travaux à vocation agricole.



ARTICLE A 1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Toutes constructions et installations de toute nature sont interdites, à l'exception de celles visées à l'article A2.

ARTICLE A 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés :

- a) Les constructions liées et nécessaires aux exploitations agricoles
- b) Lors de la construction d'un siège d'exploitation ou lorsque celui-ci est existant, la construction de la maison d'habitation doit être réalisée :
 - soit en l'intégrant à un bâtiment d'exploitation existant
 - soit en la construisant sur un terrain attenant à un bâti à usage d'habitation
- c) Les établissements de stockage et de première transformation de produits agricoles sous réserve qu'ils n'entravent pas le développement des exploitations agricoles avoisinantes, et qu'ils soient nécessaires aux exploitations agricoles de la zone concernée
- d) Les aménagements et extensions rendues nécessaires pour la mise en œuvre de la réglementation (PMPOA, Installations classées, Règlement sanitaire...)
- e) La création d'activités agri-touristiques par transformation, extension et aménagements des bâtiments existants (fermes auberges, fermes pédagogiques, fermes équestres, gîtes ruraux et formules dérivées) liées à une exploitation agricole permanente principale existante
- f) La pratique du camping soumis à déclaration (20 campeurs ou 6 tentes ou caravanes au maximum) conformément à l'article R.443-6 du Code de l'urbanisme à condition qu'elle soit liée à une exploitation agricole permanente et principale.
- g) Les affouillements et exhaussements de sol liés et nécessaires à une exploitation agricole et aux opérations autorisées dans la zone**
- h) Les travaux et aménagements nécessaires à la gestion des milieux naturels et notamment la restauration et l'entretien des réseaux hydrographiques.
- i) Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (transformateur EDF, pompe de relèvement, producteur d'énergie à partir des énergies renouvelables, ...), aux exploitations agricoles et aux équipements d'intérêt général. Les bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics sont autorisés même si ces installations ne respectent pas le corps de règle de la zone concernée.
- j) Les équipements d'infrastructures et leurs superstructures associées.
- k) La reconstruction dans les mêmes volumes et sans changement de destination des bâtiments ayant été détruits par un sinistre quelconque depuis moins de 2 ans.

3. Contexte environnementale

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau

Le périmètre du projet se situe dans le Bassin Versant du Lay

L'alimentation par interception des eaux de surfaces devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne 2021-2027

Pluviométrie à Chantonnay :

	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Précipitation (mm)	97.5	67.4	63.5	67.3	62.6	44	49.9	45.2	73.2	106.9	96.3	103.1	876.9

Pluviométrie du 1^{er} Novembre au 31 Mars : 427.8 mm

Pluviométrie annuelle : 876.9 mm

Le projet se situe sur la masse d'eau du Loing.

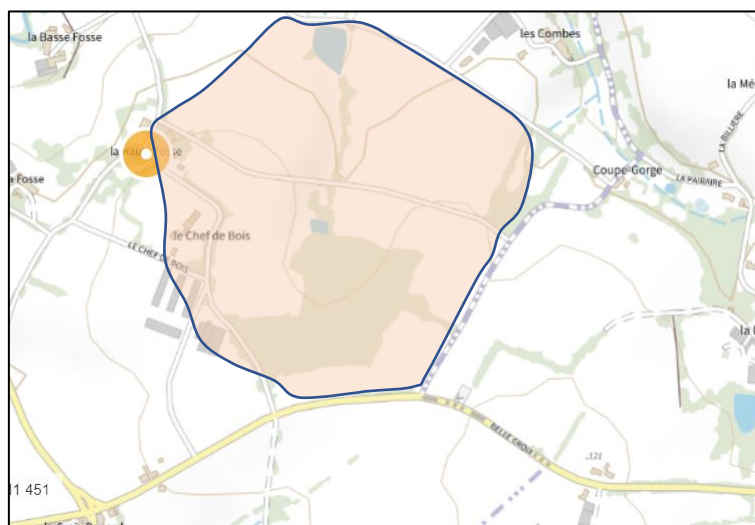
Le remplissage se fera principalement à partir de la collecte des eaux gravitaires. Un complément sera effectué avec un pompage en cours d'eau qui sera décrit dans le dossier l'eau sur l'eau.

Le remplissage se fera en période hivernale du (1^{er} Novembre-31 Mars)

Un complément de volume sera effectué par pompage cours d'eau.

Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire.

Bassin Versant gravitaire :



Le bassin gravitaire possède une superficie de 37 hectares composé de zone urbanisée, de terre agricole drainée et non drainée.

3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

Calcul du volume de remplissage :

Le bassin versant gravitaire : 37ha

Nous appliquerons différents coefficients de restitution :

Zone urbanisée= 0.9

Zone agricole drainée=0.25

Zone agricole non drainée=0.15

Impluvium=1

$$3.78 \times 0.9 \times 427.8 = 14\,526.5 \text{ m}^3$$

$$23 \times 0.15 \times 427.8 = 14\,731 \text{ m}^3$$

$$10 \times 0.25 \times 427.8 = 10\,675 \text{ m}^3$$

$$1.7 \times 1 \times 876.9 = 14\,892 \text{ m}^3$$

Total : 54 824 m³

Précipitations annuelles	876.9 mm
Précipitations hivernales	427.8 mm

Le bassin versant permettant le remplissage de la retenue possède une superficie de 37ha. Celui-ci est composée de zone urbanisée, terre agricole drainée et non drainée. Il s'avère que par rapport aux besoins de 50 000 m³, le bassin gravitaire permet le remplissage complet de la retenue.

Par rapport au volume gravitaire disponible un pompage sur le cours d'eau « Le Loing » sera nécessaire pour le remplissage de la retenue. L'idée étant de ne pas collecter l'intégralité du ruissellement issu du bassin versant.

La procédure du pompage sera décrite dans le dossier d'incidence.

Période de prélèvement et déconnexion :

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1^{er} Novembre au 31 Mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement seront déviées vers un fossé de contournement permettant la déconnexion de la retenue et le milieu. Le pompage sera stoppé une fois la période de remplissage terminée.

L'ouvrage sera équipé d'échelle limnimétrique et de compteur afin de s'assurer du volume stocké durant le remplissage de l'étang.

Cours d'eau police de l'eau

Selon la cartographie des cours d'eau en Vendée, au titre de la police de l'eau, le projet se superpose et n'impacte pas un cours d'eau.



3.2 Situation géologique et morphologique



Projet se situe entre 2 formations géologiques :
Carte N°563 de Chantonay

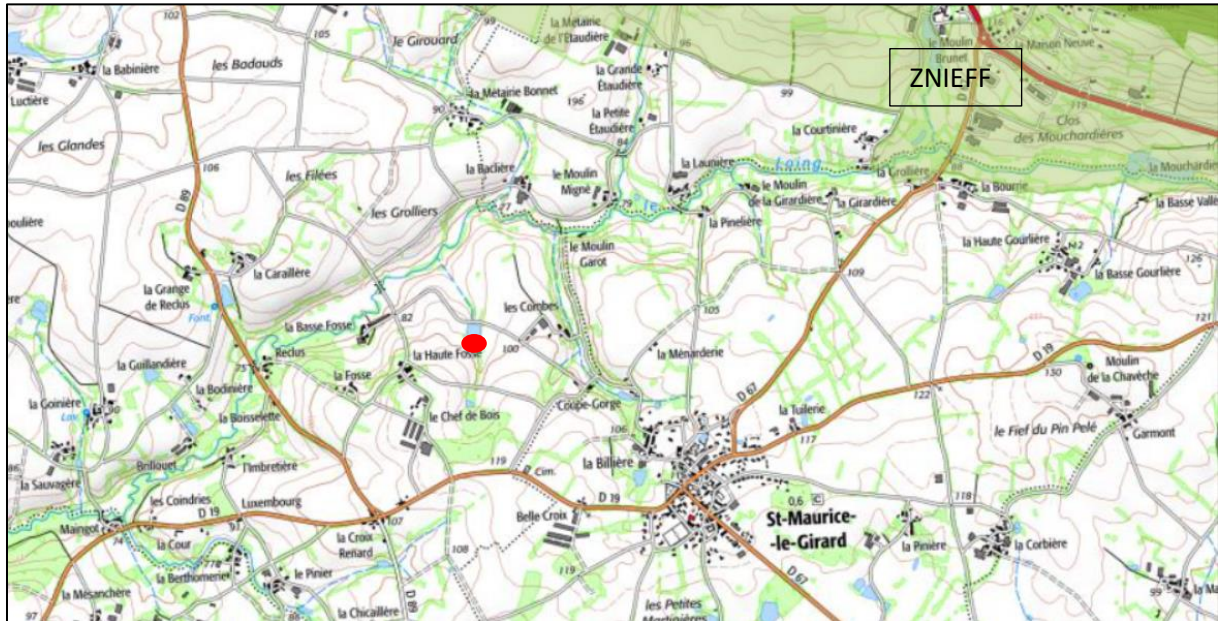
Alluvions récentes et actuelles, colluvions de fond de vallon : Graviers, sables et limons argileux

Zone sud-Formation de Sigournais (Ordovicien supérieur à Silurien) : schistes et grès verts et schistes gris

Une étude technique sera faite afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.

3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

3.3.1 Les ZNIEFF



Le projet se situe à plus de 1.4 km d'une ZNIEFF de type 2 :

AFFLEUREMENTS ROCHEUX DE MOUILLERON-EN-PAREDS, CHEFFOIS, LA CHATAIGNERAIE
ZNIEFF 520005742

Les rochers de Mouilleron-en-Pareds à la Chataigneraie dominent le bas bocage Vendéen. Ces affleurements rocheux sont entourés de pelouses, landes sèches et boisements. Les coteaux moins secs sont cultivés et le bocage est encore bien conservé.

L'intérêt majeur du site consiste en la présence de *Silene uniflora bastardi*, espèce protégée régionalement. Le bocage environnant est en voie de disparition provoquée entre autres par l'extension de l'exploitation d'un arboriculteur.

La partie centrale entre les deux ZNIEFF de type 1 est très dégradé mais les espèces à grand territoire comme la Genette utilise cette zone intermédiaire. Le maintien du bocage autour des ZNIEFF de type 1 doit être un objectif de gestion du site.

La création de l'étang ne provoquera aucun impact sur les espèces inventoriées dans cette ZNIEFF. L'emprise du projet se situe majoritairement sur des parcelles cultivées ou en prairie.

3.3.2 Natura 2000

Le projet se situe à plus de 14 km du site Natura 2000 le plus proche FR5200658 - Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords

Caractéristiques du site :

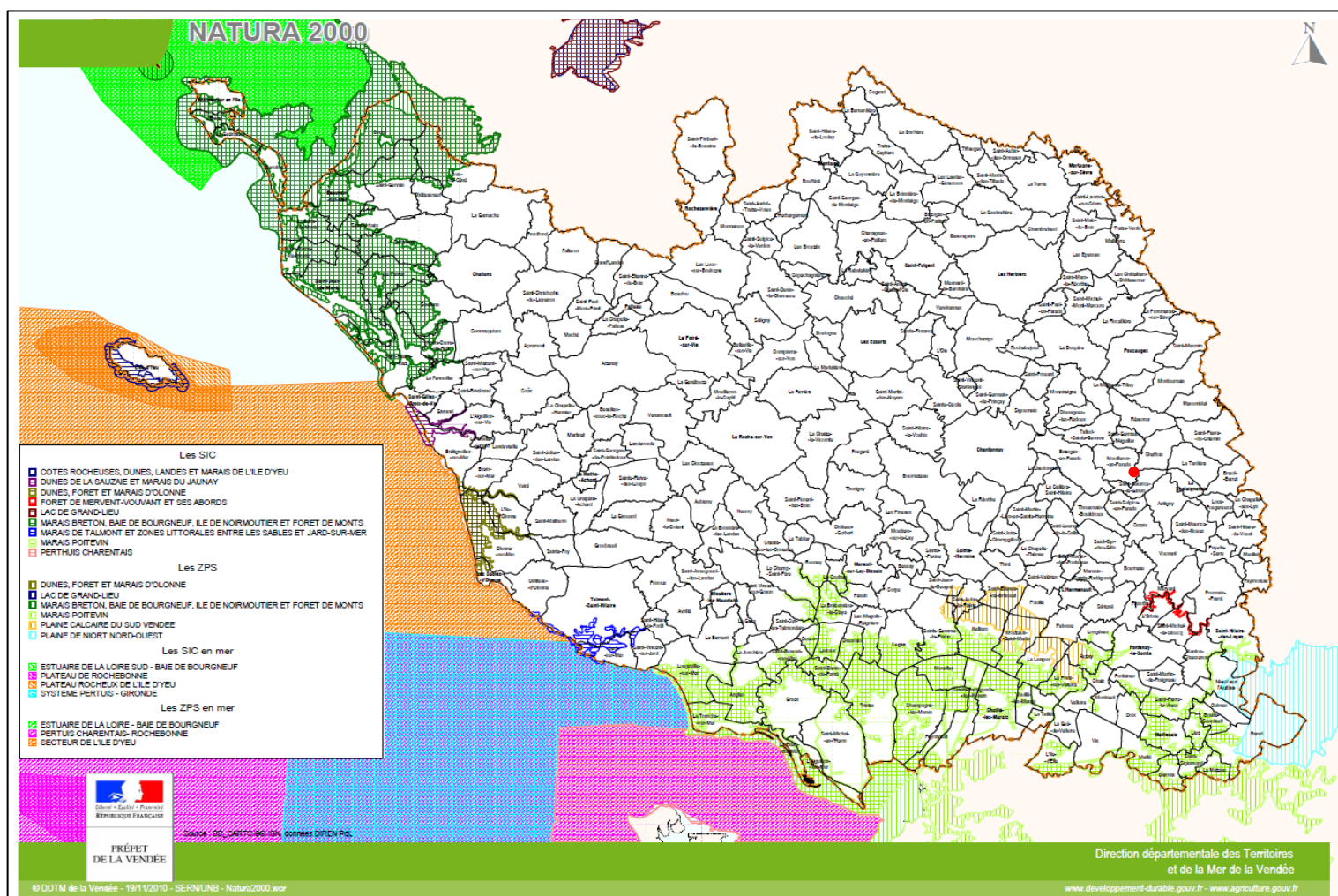
Le site est centré sur la vallée de la Vendée qui traverse dans un vallon assez encaissé le massif de Mervent-Vouvant. Il inclut les versants plus ou moins abrupts qui renferment des habitats de landes sèches lorsque l'exposition est favorable.

Vulnérabilité :

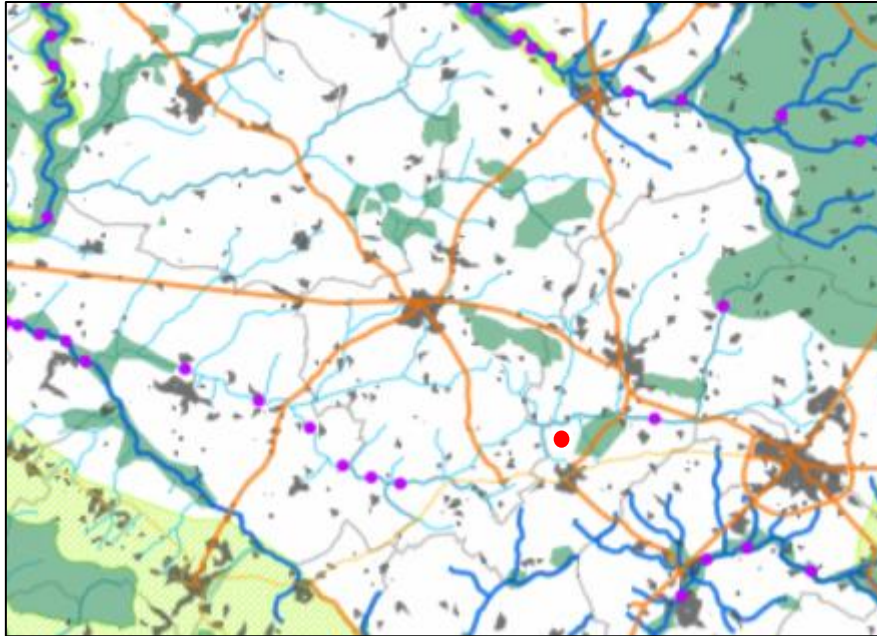
L'entretien des secteurs de landes sèches ne peut entrer dans un cadre économique pérenne. La conservation des milieux des bords des eaux est tributaire des niveaux d'eau dans la vallée de la Vendée liés à la gestion des barrages destinés à l'alimentation de l'agglomération de Fontenay-le-Comte : la gestion actuelle est cependant favorable à la conservation de la diversité des milieux.

Qualité et importance :

L'intérêt du site réside surtout dans l'originalité des habitats rencontrés dans le département de la Vendée.



3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleue sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigües.

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

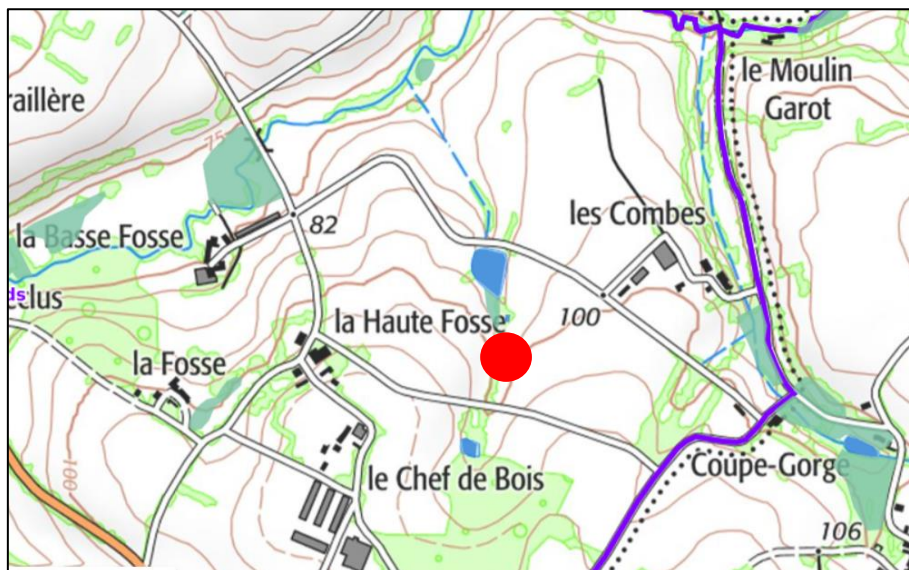
Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique. La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

La création se fera sur des terres agricoles actuellement cultivées par l'EARL Les Combes.

3.4 Les zones humides

Selon la pré-localisation des zones humides en Pays de la Loire (DREAL), aucune zone humide ne semble être localisées sur le périmètre du projet.





Carte des zones Humides d'après l'inventaire SAGE du Lay.

Des prospections de terrain (végétation + pédologie) seront effectués pour déterminer précisément les zones humides présentes sur le périmètre du projet.

La séquence Eviter Réduire Compenser sera détaillée dans le dossier loi sur l'eau.

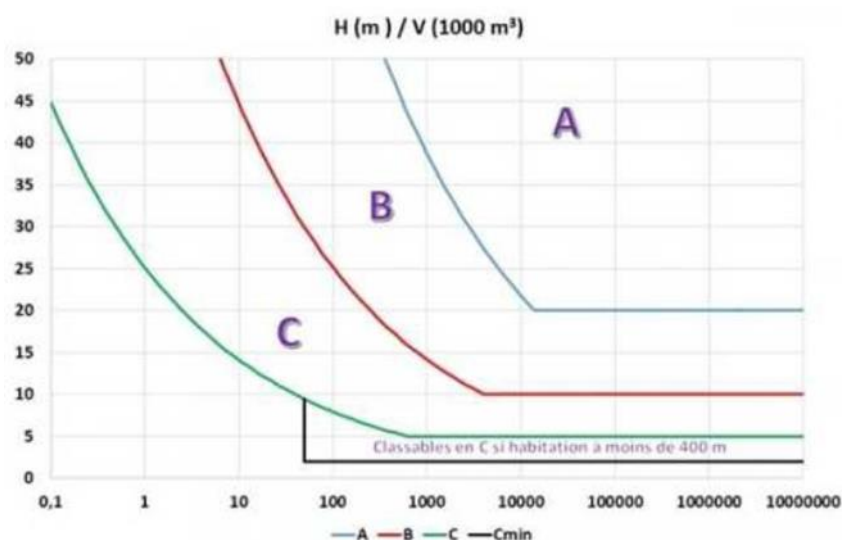
Conformément à l'arrêté du 9 juin 2021 (arrêté « étang »), l'implantation de la retenue ne se superposera pas à la zone humide.

Le projet ne sera pas non plus de nature à assécher indirectement la zone humide aval.

3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume hors sol de la retenue sera inférieur à 50 000 m³.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K > 20$. Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m³ et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement.
Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage.

Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence. Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

3.5.2 Périmètre de protection d'eau potable

Le projet ne se superpose pas au périmètre AEP le plus proche. Le lac de Mervent se situe à 9 km du projet.

3.6 Servitude

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tél. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tél. Endom.
NS	AUTRE	—	Commune de Mouilleron-en-Pareds	85390	MOUILLERON-EN-PAREDS	0679522775		0679522775
NS	ASSAIN	—	Commune de Mouilleron-en-Pareds	85390	MOUILLERON-EN-PAREDS	0679522775		0679522775

3.7 Zone de présomption archéologique



Selon l'Atlas des patrimoines, il n'y a aucune zone de présomption archéologique
Après consultation, les services de la DRAC ne souhaitent pas procéder à des fouilles archéologiques préventives

4. Le SDAGE et le SAGE

Le projet répondra aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne afin d'être compatible et acceptable à sa création.

Enfin, la retenue tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

4.1 Le SDAGE Loire Bretagne

Le comité de bassin a adopté le 3 mars 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 3 mars 2022 approuve le SDAGE et arrête le programme de mesure.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

De par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

4.2 Le règlement du SAGE du Lay

PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT

PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Au vu de l'ensemble des premiers éléments, le projet présenté dans cette étude semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires, permettant sa mise en œuvre.

Des sondages seront effectués sur le périmètre du projet pour définir la potentielle présence de zone humide. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques techniques.